

Médecins libres de Syrie : victimes et héros au cœur du conflit

Eric Chevallier

Ambassadeur de France pour la Syrie

Merci Pierre. Bonjour à toutes et à tous. Je voudrais d'abord commencer par une petite note personnelle pour remercier Dominique Kerouedan, pas simplement parce qu'on se connaît depuis « quelques semaines », ou peut-être un peu plus, en réalité de nombreuses années, mais aussi parce que j'ai toujours beaucoup de mal à expliquer à ma famille pourquoi j'ai quitté la médecine où l'on fait de très belles choses, comme le Docteur Chami vient de l'illustrer, pour me retrouver à faire de la diplomatie et devenir un jour ambassadeur. Au moins maintenant, je pourrai expliquer qu'il y a eu un colloque au Collège de France consacré à « politique étrangère et santé », et donc que c'est un sujet sérieux d'essayer de croiser santé et diplomatie.

Plus sérieusement, je voudrais tenter après les descriptions qui viennent de vous être faites, de répondre à une question : que peut faire un pays comme la France face à la crise syrienne ?

L'aide médicale et humanitaire de la France en Syrie ?

Je vais commencer par l'humanitaire. Je partage absolument — Bassma le sait, Pierre le sait aussi et Philippe également — le constat selon lequel ce sont les Syriens, ce sont les mécanismes de solidarité syrienne, mécanismes syriens, à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie, qui constituent et de loin la première réponse aux souffrances des populations ; il n'y a aucun doute là-dessus. C'est d'ailleurs sur la base de ce constat — et je crois qu'on peut le dire sans trop d'arrogance — que la France a sans doute été le pays, depuis le début de la crise, qui a le plus essayé de construire sur ce constat et d'accompagner ces mouvements de solidarité. C'était le cas quand l'Ambassade était encore ouverte et que je la dirigeais, puisque dès le printemps 2011, à la demande notamment des comités locaux de coordination, nous avons appuyé les réseaux de médecins et les structures de santé clandestines en fournissant clandestinement du matériel chirurgical et médical. Nous soutenions également, tout aussi clandestinement, les comités locaux de coordination pour fournir de l'aide alimentaire. Dans ce domaine nous avons financé plus de 100 000 paniers alimentaires familiaux mensuels dans cette période. Tout ça, à la demande d'activistes locaux qui nous disaient qu'ils avaient besoin d'être soutenus et qui nous disaient aussi que les mécanismes traditionnels humanitaires ne permettaient pas de répondre aux besoins. Et puis quand on a fermé l'Ambassade en mars 2012, on a essayé de réfléchir à comment continuer à apporter une aide qui soit complémentaire à ce que les circuits humanitaires classiques peuvent faire, et nous avons essayé de regarder quelles étaient les structures qui étaient organisées pour le faire. Et notamment, nous avons découvert que venait de se créer

l'Union des organisations syriennes de secours médicaux, qui est probablement l'organisation, dont vous parliez Docteur Chami, qui a effectivement cet hôpital à la frontière syro-turque, du côté turc, mais qui surtout fait un travail absolument remarquable à l'intérieur de la Syrie, depuis maintenant un an et demi puisqu'ils ont réussi à monter aujourd'hui plus de 250 hôpitaux clandestins ou centres de santé clandestins qui permettent de traiter la population, que ça soit sur le plan chirurgical ou médical. Cette structure qui est une fédération de 14 associations de syro-français, de syro-américains, de syro-allemands, de syro-britanniques... s'est organisée en fédération pour apporter ce soutien à la population syrienne et aujourd'hui, ils soutiennent 265 structures. Ce qui est largement supérieur à ce que les ONG internationales peuvent faire aujourd'hui, par exemple en Syrie. Et Pierre le sait bien, je crois qu'il n'est pas en désaccord avec ça, quelle que soit la qualité de ce que les organisations comme Médecins du monde ou Médecins sans frontières peuvent faire, l'UOSSM fait sans doute 100 fois ce que ces organisations arrivent à faire, pas parce que MSF ou MDM ne font pas bien leur travail, mais parce que les conditions d'accès, la complexité de la situation font qu'il est sans doute plus utile et plus efficace ou en tout cas les mécanismes de solidarité syriens peuvent être en mesure de fonctionner de façon peut-être plus opérationnelle. Il faut savoir que sur ces 265 structures, 30 ont déjà été détruites par le régime parce que c'est sans doute une des spécificités de ce conflit. Il se trouve que j'ai travaillé sur la plupart des conflits des 20-30 dernières années, c'est la première fois que dans un conflit, les structures de santé et les personnels médicaux sont ciblés de façon aussi directe, systématique, organisée, comme le fait le régime syrien. Au point même que quand un centre de santé est détruit, la presse gouvernementale pro-régime se félicite d'avoir détruit un centre de santé ou d'avoir détruit un centre de santé avec ses patients et ses personnels. Je crois que ça n'existe pas dans l'histoire des conflits, en tout cas pas à ce point de systématisation. Il faut savoir que parmi les médecins avec lesquels travaille l'UOSSM par exemple, il n'y a pas que l'UOSSM bien sûr, mais c'est sans doute la fédération la plus importante, 119 médecins sont déjà morts, 119 médecins ont déjà été tués par le régime ciblant des structures de santé, et plus de 2 000 professionnels de santé sont aujourd'hui emprisonnés principalement et essentiellement et presque uniquement, parce qu'ils sont des gens qui essaient de faire leur travail et de répondre aux besoins de la population. Et ça, je crois que c'est un formidable exemple à la fois, malheureusement de la façon sans doute unique dont les médecins et les structures de santé, les professionnels de santé sont visés par un régime sanguinaire, mais aussi de la capacité des professions médicales à s'organiser pour essayer de répondre à un drame comme celui-là. Tout en soutenant d'autres organisations de solidarité, nous avons aidé beaucoup cette Union des Organisations Syriennes de Secours médicaux, y compris pour monter récemment un hôpital chirurgical à la frontière syro-turque, mais du côté syrien cette fois-ci avec six blocs et donc une intense activité chirurgicale. Nous soutenons aussi en les rémunérant, une partie des médecins qui travaillent à l'intérieur et nous avons, au travers de financements multiples, financé les équipements de ces structures.

La solidarité organisée par la population syrienne

Autre cadre d'organisation de la solidarité syrienne, très important — Bassma l'a évoqué tout à l'heure — c'est au niveau local, les conseils civils, formés de citoyens décidés à se mobiliser pour organiser la vie collective et répondre aux besoins de la population. Et là aussi, pardon d'être un peu arrogant, mais la France a été de loin le premier pays à insister sur l'importance de soutenir les conseils civils. Nous avons essayé d'engager nos partenaires internationaux dans cette démarche, on a organisé pour cela une conférence en novembre dernier en faisant venir de plusieurs représentants des conseils civils et nous avons jusque-là soutenu 50 conseils civils en Syrie, dans toutes les régions de la Syrie, pour essayer de les aider à se structurer, que ça soit pour fonctionner, en payant le salaire des gens qui assurent les services de base, mais aussi pour, par exemple, reconstruire les boulangeries ou collecter les ordures, ce qui peut être un sujet extrêmement important quand depuis des mois, il n'y a plus de service public. Cette démarche-là, nous l'avons menée pendant plusieurs mois de façon difficile. Pourquoi ? Comme on l'a fait quand il n'y a pas de mécanismes bancaires, quand il n'y a pas d'organismes qui permettent de certifier l'utilisation des fonds, nous avons fait une chose que nos ministères des finances n'aiment pas beaucoup, nous avons fourni de l'argent liquide sur la base de projets et donc nous avons transféré de l'argent liquide. Ce qu'évidemment les organisations internationales et les structures institutionnelles n'aiment pas beaucoup. Mais il y a des moments où il faut savoir effectivement s'affranchir de certains carcans. Surtout si, comme c'est le cas, les compte-rendus fournis sur l'utilisation des fonds que nous avons mis à disposition sont très détaillés et de niveau tout à fait comparable à ceux des circuits humanitaires classiques, et très souvent avec un bien meilleur rapport coût bénéfices. Mais c'est vrai que cela a été très compliqué d'arriver à convaincre d'autres pays de s'engager dans ce genre de démarches. Il se trouve qu'en France, nous avons la chance que les plus hautes autorités de l'État aient décidé d'assumer cette pratique. Et nous sommes assez fiers de constater que la France, qui a été pionnière dans ce domaine, et désormais suivie par de nombreux pays.

Identifier de nouvelles modalités de financement de l'aide

Et puis, troisième étape : quand l'opposition syrienne a mis en place une unité de coordination de l'aide, en acronyme anglo-saxon l'ACU, nous avons décidé de façon cohérente avec notre posture politique de la soutenir, et c'est désormais notamment au travers de, ou en lien avec, cette ACU, que nous soutenons les conseils civils, les structures médicales et les réseaux de solidarité locaux.

Là aussi, ce n'est pas facile et c'est pour ça, probablement, qu'on est encore très loin d'avoir une balance ou un équilibre de l'aide qu'évoquait tout à l'heure Pierre, parce qu'évidemment, ces conseils civils souvent sont des structures ex nihilo, ce sont des citoyens qui s'organisent ; et je peux vous assurer que pour convaincre les bureaucraties internationales qu'on va aller soutenir des groupes de citoyens qui se sont organisés pour prendre eux-mêmes leur destin, il faut beaucoup d'énergie, beaucoup de patience et parfois

se fâcher pas mal pour essayer de faire bouger certaines lignes. Et ces lignes, malheureusement, n'ont pas assez bougé, c'est la raison pour laquelle encore aujourd'hui, il y a une situation qui est assez déséquilibrée, puisque la grande majorité de l'aide pour la population syrienne à l'intérieur passe par des structures qui sont basées à Damas et qui sont obligées, d'une certaine manière, de trouver des modus operandi avec le régime syrien. C'est sans doute d'ailleurs nécessaire parce qu'une partie de la population, dans les zones encore sous contrôle gouvernemental, a aussi besoin d'assistance, ne serait-ce que parce que des gens, des déplacés internes rejoignent ces zones. Mais il est évident que les besoins les plus importants et les plus cruciaux sont dans les autres zones, celles qui ne sont plus sous contrôle gouvernemental et qui ont des besoins considérables, d'autant plus qu'elles sont sous le poids du feu du régime tous les jours, notamment avec les bombardements.

Et là, c'est vrai qu'il n'y a en gros que trois options : la première c'est faire ce que Philippe évoquait, du cross line, c'est-à-dire traverser les lignes. Il faut savoir que c'est extrêmement difficile, d'abord parce que le régime empêche la plupart des acteurs de le faire, le CICR y met beaucoup d'énergie en lien avec le croissant-rouge local mais rencontre beaucoup d'obstacles ; le HCR ou le PAM essayent aussi, mais la réalité c'est que c'est extrêmement compliqué. La seconde façon c'est de faire du cross border qui a été évoqué tout à l'heure, c'est-à-dire traverser la frontière pour apporter de l'aide du côté des zones libérées du régime, sans l'autorisation du régime. Les organisations internationales humanitaires se refusent aujourd'hui pour la plupart à le faire, c'est notamment le cas des agences des Nations unies, qui invoquent les contraintes de leur statut. Il faut donc trouver des mécanismes complémentaires et alternatifs, et on en vient ainsi au troisième mécanisme qui consiste effectivement à apporter les moyens aux structures de solidarité locales qui essaient de faire du travail à l'intérieur du pays. La position française est très claire de ce point de vue, nous aidons les organisations onusiennes, ainsi que d'autres organisations humanitaires ou de solidarité qui s'occupent des réfugiés à l'extérieur de la Syrie. Mais pour ce qui concerne l'intérieur de la Syrie, compte tenu des contraintes pesant sur les Nations-Unies, mais aussi, sur la plupart des acteurs humanitaires classiques, l'aide que nous faisons passer vers l'intérieur de la Syrie pour la population syrienne passe par des organisations de solidarité locale, et pour moindre part par le CICR et d'autres acteurs humanitaires. Nous sommes bien sûr très conscients que c'est — comme le disait Bassma Kodmani à raison — très insuffisant au regard des besoins, mais il n'empêche que c'est une démarche, dont l'efficacité et plus encore le rapport coût bénéfice sont remarquables, que nous continuons à vouloir pousser et qui, petit à petit, commence à obtenir l'assentiment d'un nombre croissant de nos partenaires, mais ça était très long et très difficile. Ça a été une bataille farouche, alors que notre démarche consistait simplement à dire : *« Il faut essayer d'avoir deux approches complémentaires, être capables de fournir de l'aide par Damas, par les canaux qui sont en partie contrôlés par le régime, et c'est nécessaire d'une certaine manière même si c'est insatisfaisant, mais aussi faire beaucoup pour les structures de solidarité syriennes, notamment là où les besoins sont les plus grands et les plus mal*

couverts, dans les zones bombardées le régime et/ou celles dont il a perdu le contrôle ». Voilà pour la partie humanitaire. Evidemment, nous sommes très loin de répondre aux besoins et les uns et les autres avez raison de souligner l'insuffisance de tout cela. Mais au moins, nous avons pris en compte cette donnée majeure qu'évoquaient les autres orateurs, l'importance centrale des réseaux syriens de solidarité, et personne ne conteste que la France a été pionnière dans ce domaine.

Une solution politique à la crise syrienne

Pour ce qui concerne les autres sujets, moins directement liés à la thématique de ce colloque, je dirai deux mots.

Il faut évidemment essayer d'obtenir une solution politique à la crise, la France souhaite une solution politique, pas une solution militaire, mais pour qu'il y ait une solution politique à la crise et que, dans cette perspective, une conférence de Genève 2 dont on parle beaucoup, se tienne, il faut d'abord que le régime n'ait pas la conviction qu'il peut gagner militairement. Si le régime de Damas continue à avoir la conviction qu'il peut gagner militairement, notamment avec l'aide de ses alliés qui sont de plus en plus présents, actifs, en le soutenant directement : la Russie, l'Iran, le Hezbollah, d'autres groupes, il est clair que le régime ne négociera pas et il ne voudra pas négocier.

Donc, il faut d'une manière ou d'une autre soutenir l'opposition dans toutes ses composantes pour permettre une forme de rééquilibrage du rapport de force sur le terrain, qui est la seule condition pour qu'il y ait une éventuelle volonté qui n'est pas du tout certaine, d'ailleurs, des partenaires du régime et du régime lui-même de vouloir trouver une solution politique. C'est la raison pour laquelle — et je finirai là-dessus — nous essayons dans tous les domaines, d'apporter un soutien à l'opposition, y compris l'état-major conjoint de l'armée libre parce que nous pensons qu'effectivement il y a besoin que la population puisse se défendre. Je m'arrête là, merci.